

un rôle actif dans le commerce des pelleteries et, à l'aide des armes meurtrières qu'ils obtenaient des blancs en échange de leurs fourrures, ils commencèrent à détruire la faune presque aussi radicalement que ceux-ci.

C'est ainsi que le commerce des fourrures — qui eut des effets bénéfiques sur l'exploration du pays et son développement économique et social — fut loin d'avoir été salubre pour la faune. Cependant, si le piégeage excessif eut des conséquences désastreuses, ce qui se traduisit, très tôt, par une baisse considérable du nombre des castors, d'autres formes de l'activité humaine ont été encore plus destructrices.

Un XIX^e siècle dévastateur

Les activités agricoles, succédant au commerce des fourrures, modifièrent profondément la végétation naturelle dont un grand nombre d'animaux sauvages dépendaient; elles causèrent la destruction de l'habitat de beaucoup d'oiseaux et de mammifères. Pendant la première moitié du XIX^e siècle, le continent a été victime d'une mentalité qui justifiait l'extermination de la faune pour des raisons purement économiques. Les commerçants de fourrures, du moins, en hommes d'affaires pratiques qu'ils étaient, se rendirent compte qu'il y avait des limites aux réserves qu'ils exploitaient. Par contre, ceux qui abattaient le bison pour sa

peau et sa langue, le gibier à plume pour sa chair et d'autres oiseaux sauvages pour satisfaire aux exigences des modistes n'obéissaient ni à des raisons économiques, ni à des considérations dictées par le bon sens. L'exploitation de la faune, qui avait commencé avec le commerce des fourrures, atteignit son point culminant avec le massacre des derniers troupeaux de bisons des plaines vers la fin du XIX^e siècle.

Premiers protecteurs de l'environnement

Alarmés par le rythme de destruction de la faune, les premiers protecteurs de l'environnement énoncèrent le principe que celle-ci, de même que les forêts, l'eau et la terre, devait être protégée et que l'exploitation de ces ressources renouvelables devait être en partie réglementée. Peu nombreux, ils affirmaient que la terre et l'eau, ainsi que la flore et la faune, n'étaient pas des ressources illimitées, mais des biens qu'on devait conserver, non seulement dans l'intérêt de ses contemporains et pour leur plaisir, mais aussi dans l'intérêt des générations futures.

Malheureusement, l'opinion publique fut lente à reconnaître l'importance primordiale de ces idées. Les théories des économistes partisans du laisser-faire, les ambitions des faiseurs d'affaires et des industriels de